

**« Le devenir de la ZAD après l'éventuel abandon du projet d'aéroport »
Compte-rendu non exhaustif du forum inter-collectifs tenu sous barnum à Bellevue,
le samedi 5 juillet 2014, de 18 à 20 h, lors du rassemblement annuel.**

Le CR fait aussi parfois référence au premier forum inter-collectifs de l'après-midi (14-17 h), et notamment ses deux ateliers (« prendre place » et « construire en dur »). Certain-e-s ayant aussi suggéré qu'il aurait été plus logique d'inverser les deux temps de ce forum inter-collectifs.

Entre 150 et 200 personnes, majoritairement occupant-e-s de la ZAD et personnes venues des collectifs extérieurs, assistaient au débat, assises et debout, dans une grande qualité d'écoute. Des personnes membres des associations historiques (ADECA, ACIPA) ou d'autres collectifs (COPAINS, Naturalistes en lutte, CDéPA) de la coordination étaient également présentes. La question de la parole majoritairement masculine a été posée en cours de route.

Diversité

Les échanges ont montré une grande diversité et parfois de grands décalages dans les prises de parole et les perspectives sur le devenir de la ZAD. Elles sont détaillées plus loin. La question de la place, du rôle et du sens donné à cette question par et dans les collectifs a été posée. Plus généralement, quelle rôle, quelle place pour les collectifs ? Des personnes des collectifs ont insisté sur leurs désirs, leurs projets et le lien avec leur propre réalité. Des occupant-e-s ont insisté sur la situation vécue, vécue par ceux qui vivent dans la zone et sont les producteur-trice-s de ce qui leur arrive. « Ceux qui vivent là décident. » Pour tou-te-s, la ZAD est devenue de fait un lieu où « quelque chose » a été et est expérimenté, vécu. Beaucoup d'interventions portent sur la réappropriation des terres et les pratiques et usages collectifs, mais aussi sur le rôle à définir pour les collectifs entre acteurs et soutiens de ce « quelque chose ». Cette diversité des opinions, des plus enthousiastes aux plus prudentes, a été l'occasion de bien entendre la diversité de la coalition, pourtant unie contre le projet d'aéroport et son monde. C'était peut-être l'objet de ce premier débat public sur le devenir de la zone en cas d'abandon du projet d'aéroport.

Cartographie

Loin d'être un inventaire à la Prévert, cette diversité des opinions pourrait se cartographier. Un certain nombre de prises de paroles ont évoqué la question de la mise en mémoire de la lutte sous diverses formes (musée, mémoire, transmission, lieu pérenne, etc), parfois sous un mode qui a fait fortement réagir. Une autre direction a été la question du laboratoire, de l'invention, du refus de la folklorisation, le désir d'un haut niveau d'autogestion, souvent hors la légalité, permis aujourd'hui par les rapports de force de la lutte, mais aussi les tensions et difficultés quotidiennes. D'autres luttes et des outils issus de ces autres luttes ont été évoqué (Larzac, Plogoff et d'autres plus contemporaines) par les uns et les autres, en écho notamment au précédent l'atelier « construire en dur » (comme les GFA ou la SCI en démarrage à NDDL pour acheter/bloquer des terres en périphérie de la ZAD). Les dynamiques de la lutte ont été évoquées, précisées, reformulées à de nombreuses reprises, idée de « sens des possibles », avec des exemples d'actions menées. Plusieurs prises de parole ont évoqué le danger de renormalisation de la zone, le « devenir FNSEA » toujours possible et prêt à fonctionner (cf dernier communiqué FNSEA). Les porteurs du projet d'aéroport ne sont pas les seuls intéressés par le devenir normalisé de la ZAD, la « normalisation » de la zone peut venir d'autres fronts. Un des conflits à venir (déjà en cours) sera avec les agriculteurs des environs qui ont signé avec Vinci. La question des formes de la lutte et de ses effets sur les formes habituelles a été illustrée, de manière plus singulière, par une personne de Naturalistes en lutte : la contre-enquête collaborative montre non seulement une biodiversité de la zone bien supérieure à ce qui était attendu, mais aussi la qualité d'un travail coopératif de ce type qui remet en cause les procédures environnementales standard des enquêtes publiques. La question des rapports entre humains et non-humains est posée dans la foulée : quelle évolution à travers ce conflit ? Quelle prise en compte des questions soulevées par les Naturalistes en lutte dans la réflexion sur l'avenir de la zone ? La perspective d'un classement de type Natura 2000 est perçue de manière contrastée, dans celui d'une dynamique d'amélioration des rapports humains/non humains et de protection contre les grands projets, dans une dynamique de bureaucratisation, renormalisation, voire de touristification.

Contre-expertise et rapports de force

Une élue du Cdépa a évoqué la qualité de leur dernière étude sur les coûts comparés d'un réaménagement de Nantes Atlantique et du projet de nouvel aéroport, en insistant sur le fait que, quel que soit la qualité de la contre-expertise, c'est le rapport de force politique (au sens large) qui tient la décision et le devenir de la zone. C'est un haut niveau de rapport de force qui a permis de stopper et de geler le projet, c'est aussi celui qui permet l'innovation dans la zone. Plusieurs personnes ont parlé d'invention positive dans le droit, pour dépasser la propriété classique, autour de la notion renouvelée de communs, de droits d'usage collectifs. Un appel au refus de la vague de répression massive post-22 février a aussi été fait, en lien avec les autres débats du rassemblement.

Dans cette perspective de rapport de force et d'inventivité, un appel aux collectifs à se retrouver a été proposé pour le dernier WE d'octobre (25/26 octobre) en invitant des expériences de lutte extérieures, ainsi qu'un chantier agricole collectif (date à préciser). Depuis le forum, une réunion des collectifs proches de la ZAD (Loire-atlantique et voisins) a été proposée pour le mois de septembre (date à préciser).